

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Avis de vacance d'emplois portant modification de l'avis de vacance d'emplois de premier conseiller ou de conseiller du corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel

NOR : JUSE2128398V

Quatre emplois de premier conseiller ou de conseiller du corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel sont offerts, par la voie du détachement, aux membres des corps recrutés par la voie de l'École nationale d'administration, aux magistrats de l'ordre judiciaire, aux professeurs et maîtres de conférences titulaires des universités, aux administrateurs des assemblées parlementaires, aux administrateurs des postes et télécommunications et, plus généralement, aux fonctionnaires civils ou militaires de l'Etat, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière appartenant nécessairement à des corps ou à des cadres d'emplois de niveau équivalent à celui des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

Ces postes sont à pourvoir à Limoges, au sein de la commission du contentieux du stationnement payant (CCSP). La CCSP a été créée le 1^{er} janvier 2018. Il s'agit d'une juridiction administrative spécialisée qui juge les litiges relatifs au stationnement payant pour l'ensemble du territoire national. Elle est composée de douze magistrats permanents, dont le chef de juridiction, assistés par un greffe dont l'effectif a été porté à 140 agents, dont 30 agents de catégories A et B chargés de fonctions d'aide à la décision. Elle peut s'adjoindre des magistrats vacataires. Ses règles constitutives sont définies par les articles L. 2333-87 et suivants du code général des collectivités territoriales et ses modalités d'organisation et de fonctionnement par les articles R. 2333-120-1 et suivants du même code.

Les quatre emplois offerts au détachement sont des postes de magistrats permanents. Ils peuvent être pourvus au titre de la mobilité statutaire. Ces emplois sont à pourvoir au 1^{er} janvier 2022, pour une durée de deux ans, renouvelable.

Les magistrats permanents de la CCSP assument les missions suivantes :

- préparer les projets de décisions, au besoin assortis de notes de présentation, qui, pour les affaires les plus complexes, sont soumis à une appréciation collégiale ;
- élaborer eux-mêmes, en qualité de juge unique, les décisions portant sur les affaires qui leur sont confiées par le président et qu'ils signent ;
- réviser et signer les projets de décisions et d'ordonnances qui leur sont soumis par les assistants du service d'aide à la décision affectés à leur cabinet.

Ils sont également conduits à participer à la formation des agents de la commission et contribuent à l'élaboration d'outils et méthodes de travail visant, dans le respect des valeurs de la juridiction administrative, à l'amélioration de l'efficacité de la juridiction.

Ces missions requièrent des capacités d'adaptation, d'animation d'une équipe, d'intégration dans une communauté de travail, une grande réactivité et une faculté à prendre des décisions réfléchies dans une période de temps resserrée.

Des compétences solides d'expression écrite, de synthèse et de maîtrise des outils bureautiques sont indispensables.

Une formation sera dispensée à Limoges lors de la prise de poste.

Les magistrats détachés au sein de la CCSP ont la possibilité, après au moins deux années de services effectifs, de solliciter un détachement au sein des tribunaux administratifs.

Transmis par voie électronique par l'autorité compétente (l'administration d'origine pour les agents en position de détachement), le dossier de candidature est téléchargeable sur le site internet du Conseil d'Etat : <https://www.conseil-etat.fr/recrutement-et-carrieres/dans-les-tribunaux-administratifs-et-cours-administratives-d-appel/recrutement-des-magistrats/detachement-au-tribunal-administratif>.

Les dossiers devront être adressés au plus tard le lundi 11 octobre 2021, uniquement par voie électronique, à l'adresse suivante : recrutements-magistrats@conseil-etat.fr. Il ne sera pas tenu compte des dossiers incomplets ou présentés hors délais.

Tous les renseignements complémentaires, et notamment la fiche de poste de magistrat rapporteur auprès de la CCSP, sont disponibles sur le site internet du Conseil d'Etat. Pour tout contact concernant la procédure de sélection : recrutements-magistrats@conseil-etat.fr.